

DANS L'ACTUALITE du 28 au 30 mars 2017

Textes officiels

JORF n° 0076 du 30 mars 2017

Règles relatives au registre public d'accessibilité pour les établissements recevant du public (ERP)

[Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public](#)

Organisation et fonctionnement de la Société du Canal Seine Nord-Europe

[Décret n° 2017-427 du 29 mars 2017 relatif à la Société du Canal Seine-Nord Europe](#)

Compétences du Conseil d'Etat

[Décret n° 2017-424 du 28 mars 2017 relatif aux compétences du Conseil d'Etat](#)

Actualisation de la partie réglementaire du code des transports suite à l'entrée en vigueur de la loi pour l'économie bleue du 20 juin 2016

[Décret n° 2017-423 du 28 mars 2017 portant application de la loi pour l'économie bleue et modifiant le code des transports](#)

Réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris - Travaux déclarés d'utilité publique et urgents

[Décret n° 2017-425 du 28 mars 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares Aéroport d'Orly à Versailles Chantiers, gares Aéroport d'Orly et CEA Saint-Aubin non incluses \(tronçon inclus dans la ligne dite « verte » et correspondant à la ligne 18\) et à la réalisation du site de maintenance des infrastructures, de maintenance et de remisage du matériel roulant et du poste de commandement centralisé de Palaiseau ainsi que du raccordement de ce site au réseau de transport public du Grand Paris, dans les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et des Yvelines et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Antony, Châteaufort, Gif-sur-Yvette, Guyancourt, Magny-les-Hameaux, Massy, Palaiseau, Orsay, Saclay, Versailles, Villiers-le-Bâcle et Wissous](#)

JORF n° 0075 du 29 mars 2017

Véhicules de maintenance des infrastructures du réseau de transport public du Grand Paris et des autres infrastructures de transport public réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de l'établissement public Société du Grand Paris

[Décret n° 2017-400 du 27 mars 2017 relatif aux véhicules de maintenance des infrastructures de transport public réalisées par la Société du Grand Paris](#)

Création et fonctionnement des établissements publics de coopération environnementale

[Décret n° 2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements publics de coopération environnementale](#)

Jurisprudence

Délai d'instruction des demandes de permis de construire et densité significative des constructions

[CE 29 mars 2017 *SCI Maryse*, req. n° 392940](#)

Proximité immédiate du projet avec des constructions existantes situées dans les parties urbanisées de la commune

[CE 29 mars 2017 commune de Saint-Bauzille-de-Putois, req. n° 393730](#)

Conditions de réduction du droit au paiement direct du sous-traitant

[CE 27 mars 2017 société Daufin Construction Métallique, req. n° 394664](#)

Les lignes directrices d'une autorité de régulation ne sont pas exhaustives

[CE 20 mars 2017 région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, req. n° 401751](#)

Dans quels cas la garantie de parfait achèvement peut-elle être prolongée ?

[CAA Paris 21 mars 2017 province des îles Loyauté, req. n° 15PA03715](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Réforme des marchés publics : la valse des textes reprend

[Le directeur des affaires juridiques de Bercy a annoncé la sortie prochaine de cinq textes en matière de commande publique. Au menu : deux décrets et trois arrêtés.](#)

Source : le Moniteur du 29/03/2017

Urbanisme

ERP accessibles ? Prouvez-le !

[Les établissements recevant du public ont 6 mois pour mettre à la disposition du public leur registre d'accessibilité, document qui devra mentionner les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles l'établissement a été conçu.](#)

Source : le Moniteur du 30/03/2017

Contentieux des DUP : le Conseil d'Etat reste compétent en premier et dernier ressort

[Les opposants à un projet ayant fait l'objet d'une première déclaration d'utilité publique \(DUP\) avant le 23 février 2010, devront s'adresser directement au Conseil d'Etat s'ils veulent attaquer la nouvelle DUP.](#)

Source : le Moniteur du 30/03/2017

Permis de construire modificatif : les possibilités de recours en annulation limitées

[L'auteur d'un recours en annulation contre un permis de construire modificatif doit démontrer son intérêt à agir au regard de la portée des modifications apportées par ce permis.](#)

Source : le Moniteur du 28/03/2017

Environnement

Etablissements publics de coopération environnementale : vers une nouvelle forme de partenariat public

[Un décret publié ce 29 mars officialise la création des établissements publics de coopération environnementale \(EPCE\) prévus par la loi Biodiversité du 8 août 2016.](#)

Source : localtis.info du 29/03/2017

Six projets innovants sélectionnés pour optimiser la gestion des déblais du Grand Paris Express

[La Société du Grand Paris et l'Ademe Île-de-France ont révélé mercredi 29 mars, lors du Salon des maires d'Île-de-France, les solutions développées par les lauréats de l'appel à projets « le Grand Paris des déblais », lancé en octobre 2016. 74 candidatures ont été déposées. Six projets ont été retenus, et un septième a reçu le Prix « coup de cœur » du jury.](#)

Source : le Moniteur du 29/03/2017

Collectivité territoriale

Le nombre de communes "SRU" passerait de 1.214 à 909 avec la loi Egalité et Citoyenneté

"Le nombre de communes concernées par les obligations de l'article 55 de la loi SRU sera en diminution importante", selon le scénario élaboré par le gouvernement. En cause : le dispositif d'exemption introduit par la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017.

Source : localtis.info du 29/03/2017

Transport

TGV Marseille-Nice: une gare pour Cannes-La Bocca ?

Cannes a marqué un point dans sa bataille pour obtenir une gare sur le tracé de la future ligne nouvelle Provence-Côte d'Azur entre Marseille et Nice, obtenant, après concertation, le lancement d'une double étude de faisabilité à boucler d'ici à avril 2018.

Source : le Moniteur du 29/03/2017

Le contournement de Strasbourg confirmé en justice

Le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté, mercredi 29 mars, le recours de l'association Alsace Nature contre le contrat de concession du groupe Vinci pour la construction du contournement ouest de Strasbourg (COS). Celle-ci devrait pouvoir commencer au début de l'année prochaine.

Source : le Moniteur du 29/03/2017

Vu dans les revues

AJDA n° 11-2017 du 27 mars 2017 p.611, *Attribution et consolidation des titres d'occupation du domaine public – Retour sur l'arrêt Communauté urbaine de Marseille-Provence-Métropole*, par Etienne Fatôme et Jean-François Lafaix

AJDA n° 11-2017 du 27 mars 2017 p.643, *Droit de préemption urbain et consultation de France Domaine sur une opération d'ensemble*, par Jean-François Struillou